|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | DG CNECT Unité G3 Accessibilité, multilinguisme et Internet plus sûr |
| Numéro de poste Sysper: | 220514 |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Manuela Martra  Anna Sobkiewicz  courriel:  [manuela.martra@ec.europa.eu](mailto:manuela.martra@ec.europa.eu)  [anna.sobkiewicz@ec.europa.eu](mailto:anna.sobkiewicz@ec.europa.eu)  T4 trimestre 2025  2 années  Bruxelles  Luxembourg  Autre: Click or tap here to enter text. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: 25-07-2025 |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

La direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies (CNECT) élabore et met en œuvre des politiques visant à adapter l’Europe à l’ère numérique en investissant dans la recherche, l’innovation, le déploiement et l’adoption de technologies numériques fiables et vertes qui améliorent notre économie, notre compétitivité et la vie des citoyens.

La mission du secteur «Internet plus sûr» de la CNECT.G.3 est de définir et de mettre en œuvre des politiques dans le cadre de la stratégie européenne pour un internet mieux adapté aux enfants («BIK +»). Il s’agit actuellement d’une combinaison de politiques, de soutien à la législation et d’activités de programme/financement, notamment:

* Mettre en œuvre et suivre la stratégie BIK +;
* Soutenir et compléter la mise en œuvre des dispositions du Règlement sur les services numériques (DSA) relatives à la protection des mineurs;
* Élaborer et mettre en œuvre le plan d’action contre le cyberharcèlement;
* Élaborer une approche de l’UE en matière de vérification de l’âge;
* Coordonner le thème «Internet plus sûr» dans le cadre du programme DIGITAL (le réseau des centres pour un internet plus sûr, la plateforme de l’UE pour un internet mieux adapté aux enfants et le système informatique soutenant la coopération des lignes directes pour supprimer le matériel pédopornographique et la solution de vérification de l’âge);
* Soutenir la coordination et l’échange d’expériences avec les États membres par l’intermédiaire du Groupe d’Experts pour un Internet plus Sûr et du Groupe de Travail sur la Protection des Mineurs du conseil du DSA, en particulier en ce qui concerne les questions relatives à la vérification de l’âge;
* Promouvoir la visibilité de la stratégie BIK + et la coopération entre les parties prenantes aux niveaux européen, national et international au moyen d’événements tels que le Forum pour un internet plus sûr et la Journée pour un internet plus sûr.

Ce secteur dynamique et engagé est basé à Luxembourg avec un effectif d’environ 7 personnes. Il y a un esprit d’équipe fort et une atmosphère amicale.

L’unité CNECT.G.3 (Accessibilité, multilinguisme et Internet plus sûr) est également chargée de l’accessibilité numérique pour les personnes handicapées («Directive sur l’accessibilité du web»), et de la recherche et du déploiement des technologies linguistiques. La CNECT G3 travaille également à accroître la participation des filles et des femmes aux études et aux professions dans le domaine des TIC. Il vise à soutenir la Décennie Numérique de l’Europe en rendant la vie en ligne plus accessible, multilingue et inclusive, ainsi que mieux pour les enfants.

**Présentation du poste (nous proposons)**

L’unité CNECT.G.3 occupe une position intéressante et stimulante en tant qu’expert national détaché dans le secteur de l’internet plus sûr. Le candidat retenu contribuera à l’élaboration des politiques, au soutien à la mise en œuvre du cadre juridique et à la gestion de projets, en particulier à la conception du plan d’action contre le cyberharcèlement et à la mise en œuvre pratique d’outils plus efficaces pour la sécurité des enfants en ligne, y compris en ce qui concerne la vérification de l’âge.

Cette position offre l’occasion de soutenir le secteur en:

* Réflexion stratégique et élaboration de politiques dans le domaine d’un internet plus sûr, en particulier en soutenant la mise en œuvre de la stratégie pour un internet mieux adapté aux enfants (BIK +);
* Contribuant à l’élaboration et à la mise en œuvre du plan d’action contre le cyberharcèlement;
* Contribuant à la mise en œuvre des dispositions du DSA relatives à la protection des mineurs;
* Contribuant aux notes d’information et aux discours destinés à la hiérarchie et aux commissaires, en rédigeant des réponses aux questions parlementaires et aux questions des citoyens sur ce sujet.
* Maintenant et partageant des connaissances spécialisées et actualisées sur les évolutions dans ce domaine de la BIK au moyen d’analyses juridiques, en assurant la liaison avec les parties prenantes, en contribuant et en participant à des conférences, séminaires et réseaux clés.
* Rédigant des contributions pour un internet plus sûr aux programmes de travail annuels et à d’autres textes juridiques, le cas échéant;

Les travaux impliquent des contacts réguliers avec toute une série de parties prenantes, y compris d’autres services de la Commission, d’autres institutions de l’UE, les États membres, le monde universitaire, l’industrie, les services répressifs, les organisations internationales, la société civile et les représentants de la jeunesse.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

Le profil idéal pour le poste est un candidat qui est motivé à élaborer, superviser et mettre en œuvre des actions de l’UE dans le cadre de la stratégie BIK + (au moyen d’une combinaison de mesures de financement et d’instruments politiques/juridiques) et à promouvoir un internet plus sûr pour les enfants.

Une bonne connaissance des aspects juridiques et politiques de la protection de l’enfance en ligne et des droits de l’enfant est une condition essentielle pour les candidats. Un cadre juridique ou une expérience pratique de l’analyse juridique constitue un atout ainsi qu’une expérience de l’interaction avec des groupes multipartites et de la gestion de ces groupes.

Il est capable de travailler de manière indépendante, d’accepter des responsabilités, de savoir comment hiérarchiser les priorités, de trouver des solutions pragmatiques aux problèmes, de rédiger et de présenter des résultats de bonne qualité dans des délais courts, d’être flexible et de communiquer facilement avec les collègues et les parties prenantes.

Une grande partie du travail étant effectuée en anglais, les candidats devraient avoir une excellente maîtrise de la langue, tant oralement que par écrit.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)